



DÉPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Envoyé en préfecture le 14/12/2023

Reçu en préfecture le 14/12/2023

Publié le 14/12/2023

webdelib

ID : 076-217604479-20231213-M_DL231211_173-DE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt trois, le onze décembre à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 5 décembre 2023 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 31

Jérôme DUBOST, Fabienne MALANDAIN, Nicolas SAJOUS, Agnès SIBILLE, Eric LE FEVRE, Pascale GALAIS, Yannick LE COQ, Christel BOUBERT, Sylvain CORNETTE, Véronique BLONDEL, Gilles BELLIERE, Patrick DENISE, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Isabelle NOTHEAUX, Aurélien LECACHEUR, Édith LEROUX, Nicolas BERTIN, Isabelle CREVEL, Thierry GOUMENT, Jean-Luc HEBERT, Jean-Pierre LAURENT, Andrée BAR, Catherine OMONT, Aliki PERENDOUKOU, Philippe QUERNE, Virginie VANDAELE, Corinne CHOUQUET, Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Arnaud LECLERRE, Agnès MONTRICHARD

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 1

Virginie LAMBERT donne pouvoir à Nicole LANGLOIS

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Damien GUILLARD

Secrétaire de séance

Aurélien LECACHEUR est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL du 11 décembre 2023

M_DL231211_173

SOLIDARITES - LOGEMENT SOCIAL - BAILLEURS SOCIAUX - LOGEMENTS RESERVES A LA VILLE - CONTINGENT MUNICIPAL - PASSAGE DE STOCKS EN FLUX - NOUVELLES MODALITES DE GESTION - CONVENTION D'APPLICATION DES REGLES DE RESERVATIONS DES LOGEMENTS ENTRE LA VILLE ET LES BAILLEURS - ADOPTION - AUTORISATION - SIGNATURE

Madame Agnès SIBILLE, Adjointe au Maire : Conformément aux dispositions du Code de la Construction et de l'Habitation, la Ville de Montivilliers dispose d'un nombre de logements sociaux identifiés qui lui sont réservés, appelés plus communément contingent municipal.

La Ville a délégué la gestion du contingent municipal de logements au CCAS. Dans ce cadre, celui-ci est chargé de :

- l'identification, le suivi et la mise à jour des logements réservés au profit de la Ville en lien avec les bailleurs sociaux du territoire
- l'accueil, l'inscription et l'accompagnement des demandeurs de logement déposant une demande de logement social sur le territoire de Montivilliers jusqu'à l'attribution définitive d'un logement en CALEOL des bailleurs (Commission d'Attribution des Logements et d'Examen de l'Occupation des Logements) et l'entrée dans les lieux. En fonction des situations, l'accompagnement peut perdurer au-delà lorsque des fragilités sociales, économiques ou d'occupation qui existent ou viennent à apparaître.

La loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 *portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN* a modifié les modalités de gestion des droits de réservation des logements locatifs sociaux en actant la règle de gestion des contingents de logements en flux et non plus en stocks.

Le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 *relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux* est venu préciser les modalités de mise en œuvre de ce nouveau mode de gestion.

Enfin, la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 *relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite loi 3DS*, est venue préciser, par son article 78, que le délai de mise en conformité des conventions de réservation est fixé au 24 novembre 2023.

Ainsi à compter du 24 novembre 2023, au même titre que tous les réservataires de logements sociaux, la Ville de Montivilliers doit gérer son contingent municipal de logements en flux, ce qui signifie que la Ville dispose désormais auprès de chaque bailleur d'un droit de réservation de logements, calculé annuellement.

La Ville a fait le choix de conserver la maîtrise de la gestion de son contingent et ne pas le déléguer.

Afin de formaliser et mettre en œuvre ces nouvelles dispositions, il convient de conventionner avec chaque bailleur social présent sur la commune sur la base d'une convention identique pour tous les

bailleurs. Celle-ci formalise le droit de réservation de la Ville, définit les modalités d'utilisation du contingent municipal et précise le volume de logements proposé annuellement.

Les présentes conventions, dont les projets sont joints en annexe, annulent et remplacent toutes les versions antérieures.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment l'article L441-1 ;

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles,

VU la loi n° 2018-1021 du 23 novembre 2018 portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique dite loi ELAN ;

VU la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite loi 3DS, et notamment son article 78 ;

VU Le décret n° 2020-145 du 20 février 2020 relatif à la gestion en flux des réservations de logements locatifs sociaux ;

VU l'arrêté du 19 avril 2022 relatif à la liste minimale des matières devant être réglées par la convention de réservation de logement notamment les article R441-5-3 et R441-5-4 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

CONSIDERANT :

- L'obligation légale portant sur l'évolution des modalités de gestion des contingents (passage d'une gestion de stocks en flux) de logements réservés à compter du 24 novembre 2023
- Le travail partenarial mené avec les bailleurs pour garantir une transition entre les deux modes de gestion dans les meilleures conditions
- l'intérêt d'une convention harmonisée sur les mêmes bases pour chaque bailleur

Sa commission n°7 Administration Générale réunie le 7décembre 2023, consultée ;

VU le rapport de Madame **Agnès SIBILLE**, Adjointe au Maire en charge des Solidarités, des Seniors, du Handicap, du Logement, de l'Insertion et de l'Emploi ;

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

D'autoriser M Le Maire à signer avec chaque bailleur « la convention définissant les règles applicables aux réservations de logements sociaux relevant du contingent réservé par la Ville de Montivilliers sur le patrimoine des bailleurs sociaux » ; ces conventions annulant et remplaçant les versions antérieures.

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 32

Contre : 0

Envoyé en préfecture le 14/12/2023

Reçu en préfecture le 14/12/2023

Publié le 14/12/2023

ID : 076-217604479-20231213-M_DL231211_173-DE

webdelib

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr